

Article

« Conjuguer l'histoire : conjoncture et prospective »

Bernard Morel

L'Actualité économique, vol. 51, n° 2, 1975, p. 194-208.

Pour citer cet article, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/800617ar>

DOI: 10.7202/800617ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <http://www.erudit.org/apropos/utilisation.html>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : erudit@umontreal.ca

CONJUGUER L'HISTOIRE Conjoncture et Prospective *

Depuis une dizaine d'années, livres, articles et rapports, tendant à prévoir le futur, à esquisser des images de nos sociétés de demain se multiplient. La prospective est à la mode.

Comme telle, la presse et les mass-média s'en sont saisis pour offrir au public « le sensationnel et le merveilleux » dont chacun a besoin. Cet aspect de la prospective peut faire douter d'une discipline qui se cherche. Et ce doute est justifié, quand derrière le masque scientifique qui constitue « le certificat social du sérieux » se cache un projet idéologique conservateur. Mais l'absence de sérieux de beaucoup ne peut à elle seule condamner « une démarche » dont l'utilité apparaît jour après jour plus urgente.

L'économiste se sent profondément interpellé par l'avenir. Ce n'est pas neuf. Les classiques, Malthus, Ricardo, Smith et évidemment Marx, ancrèrent leurs analyses sur une telle base. Les exigences de notre monde, la complexité des phénomènes renforcent cette tendance à globaliser l'analyse et le champ de l'observation, à renoncer au repli « économiste ». C'est pourquoi, avant de définir le projet et les méthodes de notre travail, nous voudrions démystifier l'aspect publicitaire, et par conséquent trompeur, d'une certaine prospective idéologique.

Il n'est pas dans notre intention de proposer ici une analyse critique et épistémologique de ce qu'est la prospective. Ce serait beaucoup trop ambitieux. Nous voudrions seulement présenter la démarche que nous avons adoptée, en tentant de la situer par rapport aux autres courants qui animent cette discipline. Nous choisirons délibérément d'être « engagés », conscients qu'il n'y a pas d'économies et de sciences humaines qui échappent aux clivages essentiels du combat politique.

Pour nous, la prospective, c'est « conjuguer l'histoire », passé, présent, futur.

* Cet article explique la méthodologie que le Laboratoire de conjoncture et prospective que dirige Christian Goux, professeur à l'Université Paris-I, a adoptée pour l'analyse de la prospective.

I — QUE PEUT LA PROSPECTIVE

Toute activité humaine est intégrée à un projet, déterminée par une nécessité historique, individuelle et collective, et déterminant une pratique sociale. La prospective n'échappe pas à cela.

Quel est donc l'objet de la prospective ? Quelle est sa nécessité ? Quel est son but ? Telles sont les premières questions auxquelles on se doit de répondre.

1 — *Le futur, alibi*

Lorsque les premières études sur le futur apparaissent, il y a de cela vingt-cinq ans, elles correspondent à un projet concret et précis. Le développement du progrès technique, le coût particulièrement élevé des investissements, la nature des relations internationales exigent une rationalisation des économies, une stabilisation et un renforcement du mode de production, un développement des forces productives. Les études de long terme sont, dans ce cadre, un instrument, permettant de définir une politique rationnelle. La planification étatique ou d'entreprises apparaît à cette époque. Il s'agit de bâtir des « stratégies » compatibles avec la situation économique et le projet politique.

Dès lors, la prévision à long terme doit être vue non pas comme une activité spéculative, mais comme une activité normative, totalement inféodée aux pouvoirs. Ce n'est évidemment pas un hasard si elle surgit dans le domaine du militaire (aux Etats-Unis en particulier), dans le but d'assurer à long terme le pouvoir des armes, sur le plan technologique et politique. Ce n'est évidemment pas un hasard si, dans un monde économique à la recherche d'une restructuration par le moyen de la concurrence, elle apparaît aux entreprises comme l'instrument permettant de définir une stratégie industrielle et commerciale, apte à leur assurer l'hégémonie recherchée.

Très profondément donc, la prospective cherche à mettre en place des stratégies de conquête ou de maintien de pouvoirs. Tels sont son projet, son but et par conséquent sa nécessité historique. Ils sont intimement liés à la situation économique et politique à la fin de la seconde guerre mondiale : rivalités entre les deux blocs politiques de l'Ouest et de l'Est, rivalités entre les différents pôles du bloc de l'Ouest pour le contrôle et l'hégémonie de l'Occident, pour l'extension du mode de production dominant aux quatre coins de la planète.

Le mode de production capitaliste est perpétuellement mis en danger par les contradictions objectives qui le sous-tendent ou qu'il engendre : contradictions dans le processus de production entre travailleurs dominés et exploités et pays dominants. La prospective naît dans ce contexte et se constitue donc au sein de l'économie politique dont elle épousera d'ailleurs les oppositions et les écoles. La croissance et le déve-

loppement économiques deviennent l'objet essentiel de toute la réflexion de l'économie, puisqu'ils permettent de donner l'impression « d'évacuer » les contradictions et les tensions. Dès lors, l'économie, hier politique, se trouve élevée au rang de science. Et ce passage au niveau du langage d'une économie politique à une science économique a un sens profond. Il signifie que les fondements sur lesquels la théorie économique est bâtie, au plan de la structure, sont considérés comme immuables. La science économique se donne pour but de réaliser la croissance économique, sans tenir compte de la nature des structures sociales et des contradictions.

Or, « la prospective a pris son essor devant les difficultés des théories néo-classiques, marginalistes et keynésienne, à se développer en théories de la croissance. Les fonctions néo-classiques de production faisant apparaître un « facteur résiduel » (hors le capital et le travail) de plus en plus important, attribué à un impondérable « progrès technique ». Quant aux techniques keynésiennes de régulation de la conjoncture, elles montrèrent dès la fin de « l'ère Kennedy » des signes d'irréversible essoufflement »¹.

Le « raccourcissement du long terme » faisait dès lors apparaître la nécessité d'une approche globale dès le stade de la conjoncture. « Mais il en était de même dans les domaines « sectoriels », comme le logement, les transports, qui préoccupaient l'Etat, ou la consommation et l'équipement technique qui préoccupaient les dirigeants des grandes firmes. La vision fonctionnaliste et le raisonnement « toutes choses égales par ailleurs » perdaient toute efficacité, car il devenait évident que rien ne restait égal et que tout retentissait sur tout » (voir note 1).

Cette forme de prospective se présente donc comme un instrument d'aide à la décision économique, d'aide à la politique économique. Elle est aussi une réponse et un adjuvant aux théories économiques traditionnelles, inaptes à répondre aux exigences de la croissance. Elle a donc une fonction normative, sans fondements critiques et analytiques de l'environnement dans lequel elle se situe. Déterminée par le projet politique du pouvoir, elle a finalement pour objet de définir une stratégie qui assure le succès de ce projet. Ce faisant, elle participait et participe directement au grand mouvement de bouleversement des structures sociales, technologiques et économiques du monde.

Mais la prospective, discipline nouvelle, qui s'assigne comme but d'aider le fonctionnement de l'économie mondiale capitaliste de l'après-guerre, couvre un domaine — le futur — qui, de tout temps, a constitué un sujet de réflexions pour les hommes. La réflexion utopique, prophétique, métaphysique ou idéologique sur le futur est en effet quel-

1. Alain Lipietz, Henri Rouilleault, *Sur la pratique et les concepts prospectifs du matérialisme historique*, Mémoire D.E.S., Paris I, 1972.

que chose qui a toujours existé. Il n'est pas nécessaire ici d'en faire l'inventaire, ni d'en dégager les natures. L'histoire de la pensée économique et sociale elle-même est imprégnée de visions des temps futurs.

Le fait que « le futur » soit inscrit dans la logique même du néo-capitalisme va totalement bouleverser l'appréhension de cette angoisse des hommes pour le futur et faire naître de nouvelles idéologies.

Le mode d'existence des hommes d'aujourd'hui est déterminé par une organisation sociale, le capitalisme, dont une des caractéristiques les plus significatives est qu'il intègre le changement, le bouleversement perpétuel des habitudes, des techniques, des mentalités, comme une condition de sa propre existence. C'est en cela que son développement est perçu sur le mode dramatique. Devant le bouleversement des structures et du monde sourd une profonde inquiétude des hommes, surpris, désorientés par l'accélération grandissante des changements, soumis aux impératifs et aux injonctions d'un « monde » économique, de plus en plus aliénant. « Si l'homme s'interroge sur son avenir, ce n'est pas seulement que le changement est devenu habituel, c'est qu'il sent profondément qu'un monde (même changeant) est en train de finir, et qu'un nouveau monde se dessine, quelque chose de radicalement différent, un inconnu qui inspire à la fois crainte et espérance... A vrai dire, la motivation la plus profonde de l'essor de la prospective au tournant du 20^e siècle c'est l'angoissante question : « Libérés des forces aveugles de la nature, échapperons-nous à la barbarie ? » (Lipietz-Rouilleault).

A cette question, à côté des réflexions de savants et de philosophes qui, souvent, de façon remarquable, esquissèrent une réponse quant au sens des travaux qu'ils avaient engagés, l'idéologie dominante va tenter de fournir une série de réponses en s'appuyant sur les divers travaux de prospective, et créera des mythes... et « la futurologie ».

C'est, sans doute, ce type d'analyses qui a, malheureusement, fait connaître le plus la prospective. Prenant pour monnaie comptant ce qui n'était qu'hypothèses, manifestant une foi aveugle dans le progrès technique, certaines de la justice de la société, elles proposent une vision de l'avenir sécurisante. Elles pronostiquent. Vision trompeuse et optimiste ; vision statique d'un monde qui, sans rupture, prolongerait les tendances actuelles. Lorsqu'un tel optimisme apparaît comme illusoire, on tombe dans le pessimisme le plus noir à la façon du Club de Rome. Lorsque le capitalisme a pris conscience que le développement accéléré des forces productives et de la productivité n'était pas sans limites, il s'est lancé dans le catastrophisme, autre moyen de freiner les revendications et les luttes sociales.

La futurologie est un alibi politique ! *Faire rêver* à cet an 2000 où « tout le monde, il sera beau, tout le monde il sera gentil », ou *faire peur* si par malheur on en venait à remettre en question l'ordre établi,

Avant le paradis, il y a le purgatoire... et pour éviter l'enfer, il faut « être sage ». Nouvel opium pour le peuple, bâtie selon la même logique religieuse, cette prospective-là est toujours au service des pouvoirs et des possédants. Elle est public et publicitaire.

Cette prospective sécurisante est à notre sens à l'opposé de ce que doit être réellement une analyse et une recherche des phénomènes et des sociétés futurs. Il n'est pas négligeable de constater que les périodes où l'utopisme et le catastrophisme apparaissent, sont dans l'histoire, des périodes agitées où l'ordre social est plus ou moins consciemment remis en question. La futurologie est aujourd'hui l'instrument de démobilisation. Il nous semble qu'au contraire, la prospective doit être profondément mobilisatrice d'énergies, c'est-à-dire qu'elle ne doit pas proposer une image du monde de demain, mais donner aux hommes des moyens pour mieux transformer le présent. C'est dans ce sens que la prospective est une remise en question de l'ordre établi, et une incitation à l'édification d'un monde nouveau.

2 — *La prospective, mobilisation*

Il nous semble fondamental de partir de la base que la prospective n'a pas pour but de prévoir et de dire l'avenir et le futur. L'idée selon laquelle on peut prévoir ce que sera demain est d'un déterminisme qui interdit toute intervention des hommes. Or, même s'ils ne le savent pas, ce sont les hommes qui font l'histoire, comme disait Marx. Et il n'appartient pas à l'analyste de juger de la manière à travers laquelle l'homme construira son histoire.

La prospective a, dès lors, un objet d'une plus grande modestie. C'est à notre sens une nouvelle manière de lire le présent et le passé, c'est-à-dire de comprendre l'histoire. Savoir dans quelles directions court le temps permet de mieux expliquer la situation présente. Et puisque ce sont les hommes qui font l'histoire, le futur n'est que le fruit de leurs affrontements, de leurs contradictions, c'est-à-dire de leurs vies. Or ces affrontements et ces contradictions se manifestent dès à présent « dans les projets » que les hommes ont de l'avenir. Nous souscrivons à l'idée selon laquelle l'histoire n'a de réalité que comme le récit des luttes entre les différentes classes sociales, selon des formes qui changent selon les époques.

La prospective n'est donc, pour nous, qu'une nouvelle manière de lire l'histoire qui permette d'intégrer à l'analyse, non seulement le passé et le présent, mais aussi le futur, inscrit dans les projets du présent. L'analyse du futur, comme l'analyse du passé, n'a de sens qu'en référence au présent. Il s'agit de se dégager de l'idée selon laquelle le présent aurait un sens en soi, pour comprendre qu'il ne peut, en fait, être défini que dans la continuité historique, c'est-à-dire par rapport à un

passé qui l'a forgé et en fonction d'un avenir qui l'explique tout en le définissant en partie. De nombreuses réalisations du futur sont plus la cause d'événements du présent que leurs conséquences. Le futur est une création et souvent l'expression de décisions. Mais la pratique décisionnelle est surdéterminée par autre chose que ce qui fonde la décision ; et ce qui apparaît souvent comme la manifestation consciente d'une volonté n'est que la résultante inconsciente du jeu interne et intime du système, donc de la structure socio-économique. En quelque sorte, « le futur concret » est la traduction d'une ou de décisions dont l'existence était apparente « au dedans », c'est-à-dire au sein de la structure, au cœur du fonctionnement du système.

Poussant les choses plus loin, on pourrait dire que ce qui fait obstacle à un futur impensable, c'est que les gens ne le pensent pas. Et rappelons ce que le révolutionnaire français Danton disait en 1793 : « En 1788, je ne savais pas que j'étais républicain ».

Comprendre l'aujourd'hui au-delà des apparences, car « toute science serait superflue si l'essence et l'apparence des choses étaient confondues » (K. Marx), c'est-à-dire pénétrer au cœur du fonctionnement et de la reproduction des sociétés, exige que l'on plonge dans le futur. C'est le thème central de la méthode « paléontologique » que Nicolas Grimaldi développe dans son très beau livre *Le désir et le temps*². Celle-ci s'efforce de découvrir, d'explorer le passé et de l'expliquer à partir du présent. De là, une remise en question de la causalité historique, du déterminisme et, par conséquent, de toute notion de prévision traditionnelle. Ce que recherche Grimaldi, c'est à prouver que « le sens du passé vient du présent ».

Et pour ce faire, il va prendre un exemple inspiré de la navigation fluviale : « ... c'est parce que le bateau est maintenant en aval que je peux dire que sa position antérieure en amont est cause de sa position présente... En voyant le bateau en amont, je ne pouvais rigoureusement prévoir qu'il serait ensuite en aval : il pouvait être ancré en amont, ou halé plus amont encore — comment savoir ? » De là, à penser que « l'itinéraire logique de la causalité remonte nécessairement le temps, qu'il va du présent au passé, de l'effet à la cause et d'aval en amont », il n'y a qu'un pas que franchit Grimaldi.

En termes de prévision, cela veut dire qu'il est inutile de relier causalement le présent à l'avenir, mais qu'il faut lier l'avenir au présent de la même manière que nous relierons le présent au passé, c'est-à-dire que l'avenir explique le présent de la même manière que le présent explique le passé. Si on pouvait « déterminer l'avenir, par la seule considération intrinsèque du présent, le présent par la seule considération intrinsèque du passé », ce serait admettre que « le présent n'est que le dévelop-

2. Nicolas Grimaldi, *Le désir et le temps*, PUF, Paris, 1970.

pement du passé, en sorte que le passé soit l'annonce du présent et le présent l'annonce de l'avenir ». Tout serait dès lors prévisible, puisque le seul temps serait « celui de la légalité scientifique, selon laquelle l'intemporalité et l'idéalité de la loi permettrait de prévoir ce que serait la succession infinie des phénomènes dans le temps ».

Or, l'histoire prouve qu'elle n'est pas prévisible. La prospective n'est donc pas « une prévision de l'histoire ». Elle ne peut être qu'une lecture de l'histoire qui tienne compte de la signification et de l'orientation des décisions prises dans le présent et pour le futur, de la signification et de l'orientation des affrontements qui focalisent l'histoire. La prospective n'est pas normative, mais analytique. Elle est *examen*. Dès lors, elle apparaît non pas comme une aide à la décision, mais comme une lecture de la décision, un essai de mieux comprendre le sens d'une décision — fût-elle aléatoire. La prospective ne peut donc être que politique, dans ce sens qu'elle appréhende les faits sociaux (mêmes futurs) avec la complexité de leurs niveaux et les antagonismes qui s'y présentent. Vision historique, certes, mais pas selon n'importe quelle histoire. L'histoire des affrontements qui bouleversent, c'est-à-dire celle des « formations sociales », celle qui fait surgir le futur de la lutte des classes.

Telle est notre optique. Elle est déterminée par la nécessité de connaître le présent pour le changer, non pour le fuir. Elle détermine une méthodologie.

« Vous ne pouvez pas résoudre un problème ? Eh bien ! allez vous informer de son état actuel et de son historique. Quand votre enquête vous aura permis de tout élucider, vous saurez comment le résoudre. Les conclusions se dégagent au terme de l'enquête, non à son début. Il n'y a que les sots qui, seuls ou à plusieurs, sans faire aucune enquête, se mettent l'esprit à la torture pour « trouver une solution », « découvrir une idée » ; sachons bien qu'aucune bonne solution, aucune bonne idée ne peut sortir de là... Enquêter sur un problème, c'est le résoudre »³.

II — LIRE L'HISTOIRE : FAIRE LE FUTUR

C'est à partir de cette critique et sur les bases que nous venons de décrire que nous avons tenté de mettre au point une méthodologie. Avant de l'exposer, nous voudrions faire quelques remarques.

— La connaissance de l'orientation des phénomènes présents est effectivement une nécessité pour les entreprises, les Etats et tous ceux qui sont partie prenante de l'évolution. Mais elle ne peut réellement et concrètement être perçue qu'au travers d'une *analyse globalisante* de l'ensemble des phénomènes qui composent une société. Dès lors, même dans l'étude et l'analyse de domaines particuliers, il est nécessaire et indispen-

3. Mao Tsé Toung, *Contre le culte du livre*, mai 1930.

sable de prendre en considération les éléments structuraux et historiques qui entourent le phénomène.

— Quand nous disons que la prospective est politique, cela ne signifie pas qu'elle doit tenir compte « des jeux » de la politique. Cela signifie qu'elle n'a de sens qu'en référence aux phénomènes généraux qui entourent et surdéterminent les phénomènes étudiés. La politique est ramenée à l'analyse de ce que structurellement, on pourrait appeler *la formation sociale*. Par conséquent, nous attachons un prix particulièrement important à une analyse qui ne tienne pas compte seulement des forces productives (en particulier du progrès technologique), mais qui prenne aussi — et surtout — en considération, les rapports de production. Allant au cœur des problèmes et de leur histoire, nous pensons dépasser le niveau de l'apparence.

— Cette approche de la prospective détermine donc plus une *démarche méthodologique* que des techniques précises. Ces dernières peuvent être prises dans l'inventaire de toutes celles qui existent, à condition qu'elles soient inféodées à la démarche générale. Nous avons donné un nom à cette méthodologie. Nous l'avons appelée *prospectologie*.

1 — *La prospectologie*

On peut définir la prospectologie comme *théorie des tendances propres des structures se présentant dans les formations sociales et des possibilités de transformation diachronique que leur confère leur position surdéterminée dans le tout complexe social*⁴.

À la lecture de cette définition qui définit une démarche conceptuelle dont nous préciserons les termes, on se rend compte que la prospectologie apparaît comme une théorie de la structure des formations sociales et de leur histoire, qu'elle est donc liée à ce que Lucien Goldman avait appelé « le structuralisme génétique ». Nous sommes donc renvoyés en permanence à un objet abstrait de pensée, le mode de production qui rend compte du fonctionnement interne d'une structure, et à un objet concret de pensée, la formation sociale qui rend compte de la transformation d'une structure et/ou de sa reproduction.

Nous nous arrêterons peu sur les notions de mode de production et de formation sociales, nous contentant d'en donner une vision qui permette de comprendre notre logique. Un mode de production est un concept qui décrit l'articulation de trois instances : économique (forces productives), politique (rapports de production) et idéologique (justification de l'état des deux premières). Ce tout complexe est déterminé par l'économique. Par ailleurs, le développement des forces productives

4. Cette définition est de Lipietz-Rouilleault (travail déjà cité) ; elle renvoie et précise les concepts que nous (Christian Goux — Bernard Morel) avons défini dans une note « Prospective et prospectologie », destinée au Congrès sur le futur de Bucarest (septembre 72).

se définit lui même comme un rapport social ⁵. Ceci — nous insistons — n'est qu'un concept, un objet de pensée abstrait. L'objet de pensée concret, c'est la formation sociale, car il n'existe pas de mode de production à l'état pur. Une formation sociale est donc un « tout complexe » qui combine plusieurs modes de production, mais qui est dominé par l'un d'eux. La notion de formation sociale est très riche et elle détermine le travail de prospectiviste. En effet, l'évolution d'une société — et par conséquent de chacun des domaines qu'elle comprend — est la résultante dialectique des contradictions entre les différents modes de production qui composent la formation sociale, et par conséquent entre les différentes fractions des classes dominantes. Ce qui ressort d'une telle analyse, c'est que l'on ne peut comprendre la ou les déformations d'une structure sociale de manière simpliste. Ce n'est ni le résultat de l'évolution des forces productives, surtout lorsqu'elles sont ramenées à la seule vision du développement du progrès technique, ni celui de l'évolution des seuls rapports de production, comme il ressort de visions simplificatrices de la lutte des classes, ni enfin celui des seules volontés des dirigeants : économie, politique, idéologie.

Pour comprendre cela, l'évolution de la société française depuis vingt-cinq ans est particulièrement explicatrice. Toute la période est dominée par ce que Lionel Stoleru, le conseiller de Valéry Giscard d'Estaing, a appelé « l'impératif industriel ». A la fin de la seconde guerre mondiale, la formation sociale française est à une période de rupture. Deux fractions de la classe dominante se disputent la « direction des affaires ». Un capitalisme archaïque qui s'appuie sur la propriété foncière, l'empire colonial et accepte « la protection » américaine, et un capitalisme moderniste qui cherche à étendre le mode de production à toutes les couches sociales. Jusqu'en 1958, le farouche débat entre ces deux fractions se traduira par une instabilité politique permanente. L'arrivée au pouvoir du Général De Gaulle va permettre, au-delà d'un discours nationaliste simplificateur, de donner le pouvoir aux partisans d'un capitalisme moderniste, et de rationaliser l'appareil productif. C'est la « grande époque » de l'impératif industriel, marqué par les concentrations industrielles, par la pénétration du mode de production capitaliste dans les campagnes, par l'élimination du petit commerce, par la construction d'une Europe indépendante. Toutes choses qui ne pouvaient se faire que parallèlement à l'abandon de l'empire colonial. 1968 marque une période nouvelle ; la classe ouvrière qui a subi directement les effets de cette politique manifeste son intention d'en retirer les fruits. Pour poursuivre ses objectifs, le capitalisme français doit donc tenir compte de trois éléments difficilement conciliables : promouvoir

5. Voir les analyses de Etienne Balibar, *Lire le capital*, et Nicos Poulantzas, *Pouvoir politique et classes sociales*, Maspéro.

l'impératif industriel, permettre la paix sociale, ne pas mécontenter les franges conservatrices d'un capitalisme archaïque en perdition mais que l'on a utilisé pour parvenir à un stade de développement voulu (accumulation du capital par spéculation foncière). Le gouvernement Chaban Delmas s'appuya sur les objectifs 1 et 2... Il échoua. Les gouvernements Messmer, sur les objectifs 1 et 3... Ils échouèrent. Quant au gouvernement actuel, il se demande quel type de stratégie adopter. Il est clair qu'en ne regardant que l'aspect apparent des choses : l'impératif industriel, on ne peut absolument pas traduire les axes d'évolution de l'économie française. C'est ce qui rend inacceptables les scénarios développés par le Hudson Institute⁶.

La prospective de la France ne peut se faire qu'en prenant en considération l'ensemble des forces qui composent la formation sociale, et en intégrant les contradictions qui s'y manifestent dans l'évolution générale des rapports internationaux, marqués par l'extension générale et dialectique du mode.

Nous pouvons dès lors tenter d'esquisser une démarche méthodologique générale qui permette de comprendre l'évolution d'une formation sociale. Elle est complexe, car elle se fonde à la fois sur un objet abstrait (les modes de production) et sur un objet concret (la formation sociale).

Premier élément, connaître le fonctionnement de la formation sociale au sein de laquelle on analyse un domaine. Cela signifie, s'informer des modes de production qui la composent, déterminer le mode dominant et le processus historique par lequel il s'est imposé, dégager les caractéristiques générales de l'évolution de ce mode dominant. Dans cette étape, nous passons de manière permanente du concret (enquête et analyse de la formation sociale) à l'abstrait (enquête et analyse du mode de production). Il est en particulier clair que l'évolution d'un mode de production suit une dynamique scientifique, c'est-à-dire qu'elle ne respecte pas la temporalité concrète. Elle correspond donc à un enchaînement causal selon les normes que nous critiquions avec Grimaldi. L'analyse de cette évolution et de cette dynamique n'est dès lors qu'un instrument, et non une prévision.

Deuxième élément, connaître l'agencement des modes de production les uns avec les autres, c'est-à-dire pénétrer au cœur de la formation sociale, en dégager les lois et la manière propre où chacune d'elle évolue. Car il est clair que la temporalité de l'évolution des différentes forces d'un mode de production n'est pas identique.

Troisième élément, en fonction de cette connaissance de l'évolution de la formation sociale, il s'agit de dégager les possibilités concrètes d'évolution, c'est-à-dire de reproduction et de transformation de la

6. Edmond Stillman, *L'envol de la France — Portrait de la France dans les années 1980*, Hachette Littérature, 1973.

structure. Par rapport à la dynamique, objet abstrait, qui caractérisait l'évolution du mode, nous pouvons caractériser l'évolution de la formation sociale comme diachronique, selon la terminologie employée.

Cette démarche objet concret/objet abstrait, dynamique/diachronie peut être employée dans toutes les recherches sur les possibilités et les probabilités d'évolution d'une structure, à condition de la resituer dans un ensemble plus vaste et de définir les liens entre elle et lui. Cela signifie qu'il n'y a pas un seul domaine de l'activité humaine (économique ou sociale, voire psychologique) qui puisse s'analyser sans être rattaché à l'évolution du mode de production et de la formation sociale.

En fait cela permet de dégager deux types d'analyse :

- En premier lieu, *une analyse des tendances* qui, dans *le temps abstrait*, définit une évolution qui est celle du mode de production. C'est ce que Marx faisait lorsqu'il annonçait l'inéluctable fin du mode de production capitaliste. C'est ce que révèle aussi la tendance à la fin des systèmes fondés sur le mode de production féodal ou asiatique et leur remplacement par un autre mode de production, et compte tenu de la situation actuelle, de l'extension du mode de production capitaliste dans toutes les formations sociales périphériques.

- En deuxième lieu, *une analyse-diagnostic* qui prend en compte *un temps concret*, et par conséquent se fonde sur l'analyse diachronique de la formation sociale. Elle doit donner lieu à plusieurs images du futur (que l'on peut appeler scénarios selon la terminologie consacrée) qui ne sont que la traduction des différentes possibilités de résolution des contradictions au sein de la formation sociale, suivant la temporalité propre de chacun des modes et des acteurs sociaux. C'est évidemment ce type d'analyse qui profondément fonde la prospective comme instrument de lecture de l'histoire et par conséquent lui donne toute sa force comme base du pronostic conjoncturel. On voit, dès lors, que la prospective, même si elle adopte le cheminement complexe du matérialisme dialectique et du matérialisme historique, est un instrument pour dégager des stratégies et définir des pratiques sociales à quelque niveau de la société que ce soit. Lire l'histoire — faire le futur.

Nous reviendrons sur ce point lorsqu'il s'agira de comprendre le rapport que nous établissons entre conjoncture et prospective.

Avant de donner des exemples de ce type d'analyse, nous voudrions faire trois remarques qui nécessiteraient beaucoup de développements.

Première remarque : Il s'agit de savoir quelle est la cohérence, la logique de l'image du futur (le scénario), par rapport au présent. Ce point est fondamental si l'on veut éviter l'utopisme ou le prophétisme. Suivant ce que nous disions précédemment — lier l'avenir au présent — nous considérons que la seule manière de mesurer la cohérence d'un scénario est de voir si l'image du futur est explicative du présent, de la même manière que l'image du présent est explicative du passé. Il

s'agit donc, au terme d'une étude, de reprendre le cheminement dans le sens contraire du temps, pour mesurer la justesse de l'analyse. C'est ce que nous appelons « la vérification paléontologique ».

Deuxième remarque : L'un des problèmes sur lequel on se heurte en permanence est celui de l'éventualité de l'émergence d'un « saut structurel » qui bouleverserait radicalement le schéma d'analyse. Nous pensons que le saut structurel n'est en fait que la résultante brutale d'une contradiction qui, à un moment donné, se met « en fusion », et que par conséquent il est possible de la prendre en considération, à partir du moment où le fondement de l'analyse est le repérage et l'évolution des contradictions au sein d'une formation sociale. C'est ainsi que la hausse brutale du prix du pétrole, à partir de la détérioration de la situation économique, politique et sociale au Moyen-Orient était prévisible, même si sa date ne l'était pas précisément. En 1970, à la suite de la réunion de Téhéran, certains auteurs appliquant consciemment ou inconsciemment la démarche l'avaient envisagé. Nous citerons à cet égard une émission de télévision de Christian Goux.

Troisième remarque : Une formation sociale peut revêtir de nombreuses dimensions et ne se réduit pas à l'ensemble national. Il y a une formation sociale mondiale, une formation nationale régionale, urbaine, etc.

2 — Exemples

Après ces longs développements théoriques qui avaient pour objet de préciser notre démarche méthodologique, nous voudrions tenter de donner des exemples. Nous prendrons quatre cas : une analyse de l'avenir de la santé en France, une étude sur l'avenir de l'automobile, une analyse du système monétaire international, et nous rendrons compte du livre de Michel Chatelus, *Stratégies pour le Moyen-Orient*⁷ dont l'analyse est à rapprocher de la nôtre.

1^{er} cas — Avenir de la santé

La question qui nous avait été posée — c'était en 1970 — était d'évaluer les possibilités d'avenir des industries pharmaceutiques. Tout l'environnement scientifique nous incitait à faire une analyse traditionnelle : connaître les possibilités techniques et technologiques qu'offrait la biologie, déterminer les dates de mise dans le public des innovations techniques. Ceci étant fait, il s'agissait de savoir si économiquement l'émergence de nouvelles techniques était possible, et si socialement, elle était souhaitable. Nous étions donc conviés à une analyse des possibles et du souhaitable, dans le cadre d'un environnement politico-économique stable. Très vite, nous nous sommes aperçus que ce type d'analyse était

7. Michel Chatelus, *Stratégies pour le Moyen-Orient*, Calmann Lévy, Paris, 1974.

inacceptable. Nous sommes repartis sur une base nouvelle. Comment fonctionnait le « système santé », comment le mode de production le déterminait-il, quelle place tenait-il dans la formation sociale ? Telles furent les premières questions qui nous permirent de dégager les lois d'évolution de ce système complexe. Et c'est seulement en fonction d'elles, c'est-à-dire en fonction des différentes contradictions et tensions entre les différents agents qu'on pouvait réintégrer les possibilités technologiques. Les scénarios d'évolution auxquels on aboutissait tenaient donc compte de l'ensemble des environnements socio-économiques, mais ne sélectionnaient pas au départ les facteurs particuliers (technologiques ou autres). En quelque sorte, la prospective du système santé en France consistait à mettre en évidence les lois d'évolution d'un domaine particulier, dans son contexte général. Les résultats manifestaient que l'évolution était plus marquée par les dynamiques socio-économiques et les rapports de force au sein du système de production que par les avancés technologiques qui n'en étaient qu'une traduction.

2^e cas — Avenir de l'automobile

La crise de l'énergie a eu comme conséquences d'entraîner des difficultés au sein du secteur automobile. Interpellés par ce problème, nous avons cherché à savoir quel était l'avenir de ce secteur.

Au-delà des problèmes conjoncturels, liés à cette crise de l'énergie, subsistaient les problèmes traditionnels, liés au fonctionnement de ce mode de transport. Il fallait donc tenir compte des deux phénomènes pour évaluer les perspectives. Il était donc nécessaire de resituer l'automobile dans un cadre plus vaste qu'on a défini comme étant : « Rôle des transports et de l'automobile dans l'évolution industrielle de la France de 1948 à 1974 ». Nous plongeons de cette manière dans l'étude de la formation sociale. Les questions qui nous interpellaient étaient alors nombreuses : rôle de l'automobile dans l'effort de restructuration de l'appareil industriel français, nature de l'impératif industriel et conséquence sur l'émergence d'une nouvelle division sociale de l'espace, rapports entre l'inflation structurelle et l'automobile... La réponse à ces questions permet de dégager les lois d'évolution du secteur automobile et de mettre en évidence les moments de rupture dans cette évolution. Concrètement, on a montré que ceux-ci étaient antérieurs à la crise énergétique et que le passage du secteur automobile de secteur adapté au rythme de l'économie française à secteur « en difficulté » remontait aux années 1968-1969, à partir du moment où les coûts de production ont crû considérablement. C'est de cette analyse que l'on peut tirer les perspectives d'évolution du secteur, et par conséquent les mesures à prendre pour lui conférer de nouveau l'adaptation à l'économie qu'il a perdue.

3^e cas — *Le système monétaire international*

Dans un article paru dans la revue *Prospectives*⁸, Christian Goux proposait une réflexion sur « L'avenir du système monétaire international ». Examinant en 1972 le système monétaire international, créé à la fin de la seconde guerre mondiale, il dégagait les raisons qui avaient conduit à créer un tel système au sein de la formation sociale mondiale. Puis, il mettait en évidence les lois d'évolution de la formation sociale et parallèlement du SMI. Il était clair que les difficultés qui apparaissaient en 1972 avaient pour origine les contradictions existant au sein des Etats-Unis et elles se traduisaient par un blocage entre l'évolution théorique et abstraite du mode de production que cherchaient à imposer les U.S.A. et l'évolution concrète de la formation sociale. Ce sont ces contradictions qui surdéterminaient une évolution théorique, résultant de l'évolution dialectique de la formation sociale. Parmi toutes les possibilités repérables en 1980, on pouvait en dégager une — la plus probable — qui expliquait le mieux la situation présente.

4^e cas — *Stratégies pour le Moyen-Orient*

Dans son livre, Michel Chatelus propose trois schémas d'évolutions possibles de la situation économique et politique au Moyen-Orient. Ces schémas s'appuient, non sur des attitudes volontaristes et politiques, mais sur une analyse objective de la région. Plusieurs points sont abordés : place de la région dans la division internationale du travail (c'est-à-dire rôle de la région dans la formation sociale mondiale, dominée par les U.S.A.), étude de la formation sociale de chaque pays, compte tenu de la diversité contradictoire des différents modes de production, évaluation des tendances de résolution des contradictions. Il nous semble qu'il y a dans ce travail une lecture du présent et de l'histoire, dans ses axes d'évolution, particulièrement révélatrice de la démarche méthodologique que nous avons décrite.

A l'issue de cette présentation de notre démarche et d'exemples qui l'illustrent, nous voudrions attirer l'attention sur un point particulier. Ce que nous avons mis en évidence, c'est une démarche. Les techniques auxquelles on peut faire appel sont très diverses et peuvent s'apparenter à des méthodes traditionnelles de la prospective (enquêtes, *brain-storming*, Delphi, scénario, matrice cross-impact, etc.), mais elles sont toujours resituées dans une démarche générale.

CONCLUSION : FAIRE LE FUTUR, VIVRE LE PRÉSENT

Le futur est à faire. Nous avons voulu montrer que n'étant que la résultante de l'action des hommes, il ne pouvait faire l'objet de prévi-

8. Christian Goux, « Réflexions prospectives sur le Système Monétaire International », *Prospectives*, no 1, 1973.

sions, au sens traditionnel du terme. On ne peut connaître que les tendances diverses qui, s'affrontant à partir de projets, dessinent des images toutes plus ou moins probables. La prospective apparaît dès lors comme le moyen d'affiner les stratégies correspondantes aux projets.

Il s'agit dès lors de vivre le présent. C'est dans cette optique que nous disons que la conjoncture (l'analyse conjoncturelle) est inséparable de la prospective. La lecture de l'histoire qui conduit à donner des formes à l'avenir ne peut négliger le moment présent. Comme pour la prospective, il s'agit, sans la renier, de dépasser l'analyse conjoncturelle traditionnelle « qui se contente de dresser un tableau des différents états des différentes instances à un moment t (une synchronie empirique), en déduisant « une prospective à court terme » obtenue par la prolongation des tendances empiriques « dans le temps linéaire » (Lipietz-Rouilleault). En reprenant l'ensemble des outils — statistiques en particulier — de la conjoncture, il est nécessaire de bâtir une nouvelle vision du présent qui tienne compte de l'évolution des contradictions au sein d'une formation sociale. Nous l'avons déjà dit, la formation sociale est une réalité concrète qui, à chaque moment de l'histoire, épouse une certaine forme résultante des contradictions. La conjoncture consiste à donner une photographie des tensions à un moment précis, sans négliger d'indiquer ce qui les tire. Elle se situe au niveau d'une temporalité concrète, et détermine, pour reprendre notre terminologie, une analyse-diagnostic. C'est en ce sens qu'il n'y a pas de conjoncture qui ne soit pas politique. Il s'agit de faire « l'analyse concrète d'une situation concrète ». La conjoncture se ramène donc à l'analyse à un moment donné d'une formation sociale en mouvement. Conjoncture et prospective sont donc les deux aspects d'un même phénomène : l'histoire vivante qui se fait, qui a un sens et dont on peut examiner « l'état gélifié » au présent. L'une et l'autre sont un appel à la transformation des sociétés. « L'essentiel, a écrit Mao, ce n'est pas de comprendre les lois du monde objectif pour être en état de l'expliquer, mais c'est d'utiliser la connaissance de ces lois pour transformer activement le monde ».

Bernard MOREL,
*Laboratoire de conjoncture
et prospective (Paris).*